

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

WOENSDAG 29 JUNI 2016

Namiddag

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MERCREDI 29 JUIN 2016

Après-midi

De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.34 uur en voorgezeten door de heer Vincent Van Quickenborne.

La réunion publique de commission est ouverte à 14.34 heures et présidée par M. Vincent Van Quickenborne

01 Question de M. Jean-Marc Delizée à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, et à la Politique scientifique, chargée des Grandes Villes, adjointe au ministre des Finances, sur "les conditions de détention des personnes ayant des déficiences psychosociales et intellectuelles" (n° 10399)

01 Vraag van de heer Jean-Marc Delizée aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, en Wetenschapsbeleid, belast met Grote Steden, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de detentieomstandigheden voor personen met een psychosociale en verstandelijke beperking" (nr. 10399)

01.01 Jean-Marc Delizée (PS): Monsieur le président, madame la secrétaire d'État, dans un rapport publié suite à sa visite en Belgique du 14 au 18 septembre 2015, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a relevé plusieurs problématiques concernant l'inclusion des personnes handicapées dans notre pays.

Parmi celles-ci, le Commissaire déplore la manière dont sont prises en charge les personnes ayant des déficiences psychosociales et intellectuelles et détenues dans les prisons belges. Elles seraient actuellement environ un millier à être détenues dans les annexes psychiatriques des prisons en Belgique. En 2014, elles représentaient 9,4 % du nombre total de détenus.

Cette question a d'ailleurs déjà été soulevée par divers organes internationaux dans le passé. Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe a ainsi jugé les conditions de détention de ces personnes comme le plus souvent inadéquates: surpeuplement, manque de personnel, surmédication ...

Par ailleurs, il apparaît très préoccupant que des personnes considérées par les tribunaux comme pénalement non responsables et qui sont soumises à une obligation de traitement soient détenues pendant une période illimitée dans un établissement pénitentiaire avant d'être transférées, le cas échéant, dans une institution spécialisée comme un établissement de défense sociale.

Enfin, il semble que les soins dispensés à ces personnes en prison soient largement insuffisants pour permettre l'amélioration de leur état de santé mais aussi leur transfert en institution spécialisée.

Madame la secrétaire d'État, des contacts ont-ils été pris avec votre collègue, le ministre de la Justice, concernant les conditions de détention des personnes handicapées, notamment dans le cadre de la réforme de l'internement? Sur quoi ont-ils débouché? Des mesures concrètes sont-elles enfin envisagées pour répondre à cette problématique soulevée par le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe?

01.02 Elke Sleurs, secrétaire d'État: Monsieur Delizée, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, M. Nils Muiznieks, s'est rendu en Belgique du 14 au 18 septembre. Cette visite avait essentiellement trait aux droits de l'homme dans le cadre des problématiques de l'asile et de la migration, aux droits des Roms et des gens du voyage et aux droits des personnes handicapées. Le Commissaire aux

droits de l'homme a déposé son rapport le 28 janvier 2016. Il y plaide pour une meilleure inclusion sociale des personnes handicapées et fait des remarques sur la manière dont sont prises en charge les personnes ayant des déficiences psychosociales et intellectuelles détenues dans les prisons belges. La décision d'une détention ou d'un internement doit être prise par un expert psychiatre auprès des tribunaux.

Concrètement, lors du Conseil des ministres du 13 mai 2016, le gouvernement fédéral a donné son accord pour la réalisation d'un masterplan prisons. Avec ce plan, le gouvernement veut réduire la surpopulation carcérale et rénover l'infrastructure pénitentiaire. Il entend également rendre celle-ci plus adaptée à la réinsertion des détenus et offrir des alternatives à l'application des peines classiques.

Le 13 mai 2016, le masterplan internement a également été approuvé. On y définit la politique des soins aux internés. Pour tous les internés qui séjournent dans des prisons, une infrastructure adaptée sera mise en place, au sein de laquelle ils bénéficieront de soins et d'un accompagnement personnalisé et conforme à la dignité humaine.

Dans les prisons, 1 432 places seront construites ou rénovées pour les détenus. Pour les internés, on prévoit une capacité supplémentaire de 860 places.

Par ce masterplan, on envisage donc un accomplissement d'une vision globale qui veut répondre à la surpopulation et aux problèmes d'infrastructure, aux conditions de vie inhumaines dans certains établissements et aux problèmes de l'accompagnement des internés.

01.03 Jean-Marc Delizée (PS): Madame la secrétaire d'État, je vous remercie beaucoup pour votre réponse.

Nous avons pris connaissance du masterplan relatif aux prisons ainsi que des déclarations du ministre sur la nécessité de diminuer la surcapacité en général. Ma question porte sur les personnes détenues qui se trouvent dans des annexes psychiatriques, quand bien même celles-ci seraient rénovées. Quand vous dites que l'infrastructure sera installée et que 660 places seront prévues pour les internés, quelle en est l'échéance?

01.04 Elke Sleurs, secrétaire d'État: Monsieur Delizée, je ne puis vous répondre pour le moment, car je dois le demander au ministre de la Justice.

01.05 Jean-Marc Delizée (PS): Bien entendu, je peux l'interroger aussi, mais j'attire votre attention sur le caractère particulier de ces personnes, dont certaines ne devraient pas se trouver dans les annexes des prisons. C'est vraiment le fond du problème. Les adaptations doivent avoir lieu aujourd'hui ou demain, mais pas dans cinq ou dix ans. Nous savons que les constructions et rénovations vont prendre beaucoup de temps. J'insiste donc sur l'état actuel des soins qui sont jugés insuffisants par de nombreux experts. Un examen est nécessaire au cas par cas en vue d'extraire des institutions pénitentiaires des personnes qui devraient se trouver dans d'autres types d'établissements.

01.06 Elke Sleurs, secrétaire d'État: Je vais en discuter avec M. Geens. Vous avez raison d'attirer mon attention sur ce problème.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

De **voorzitter:** Mevrouw Winckel is net binnengekomen. Zij is wel te laat, maar voor een keer zullen wij mild zijn want normaal moet je op tijd zijn.

Il faudra faire un effort pour être à temps, madame Winckel.

01.07 Fabienne Winckel (PS): (...) Mon excellent collègue s'exprimait.

Le **président:** Je sais bien, madame Winckel. Je connais d'autres présidents de commissions qui décideraient de supprimer la question.

01.08 Jean-Marc Delizée (PS): Moi, je connais un président qui fait preuve de beaucoup de souplesse pour que les collègues puissent poser leurs questions, surtout s'il y a un consensus de la Conférence des présidents pour organiser une séance plénière en même temps que les commissions et qu'il faut passer de l'une à l'autre.

02 Question de Mme Fabienne Winckel à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, et à la Politique scientifique, chargée des Grandes Villes, adjointe au ministre des Finances, sur "la procédure de restitution de cartes de stationnement hors validité pour personnes handicapées" (n° 7274)

02 Vraag van mevrouw Fabienne Winckel aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, en Wetenschapsbeleid, belast met Grote Steden, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de procedure voor de teruggave van parkeerkaarten voor personen met een handicap die niet meer geldig zijn" (nr. 7274)

Le **président**: Madame Winckel, puis-je vous demander de respecter votre temps de parole.

02.01 Fabienne Winckel (PS): Monsieur le président, madame la secrétaire d'État, lorsqu'une carte de stationnement réservée aux personnes handicapées expire, en raison du décès de son détenteur ou simplement de l'expiration de la date d'échéance, les autorités publiques comptent sur la bonne volonté de son propriétaire ou de ses proches pour la restituer. Mais, dans les faits, nous savons que cela ne se passe pas toujours de la sorte.

Dans le cadre d'une question orale datée du 7 juillet dernier, vous m'aviez indiqué qu'environ 200 000 cartes de stationnement appartenant à des personnes handicapées décédées n'ont pas été restituées à la DG Personnes Handicapées. Ces cartes périmées ou non autorisées sont par conséquent en circulation sur notre territoire et pourraient être utilisées de manière frauduleuse.

Vous aviez déclaré vouloir vous pencher sur des mesures qui permettraient de mieux contrôler la restitution de ces cartes. Un cahier des charges devait précisément être élaboré par votre administration afin de déboucher sur un système visant à lutter de manière efficace contre la fraude dans ce secteur.

Madame la secrétaire d'État, votre administration a-t-elle lancé ce cahier des charges? Dans l'affirmative, pourriez-vous nous indiquer son contenu et les différentes étapes?

Vous évoquiez également les moyens technologiques employés par les pays étrangers pour empêcher qu'une carte de stationnement puisse encore être utilisée après le décès de son titulaire. Une étude a-t-elle été menée sur les expériences dans ces pays? Quelles sont les pratiques qui méritent d'être retenues?

Des réunions ont-elles déjà eu lieu avec le ministre Jan Jambon en charge des services de police sur cette problématique? Des collaborations pourraient-elles être envisagées?

02.02 Elke Sleurs, secrétaire d'État: Madame Winckel, merci beaucoup pour votre question. Une Request For Information (RFI) a été publiée afin de lancer un nouveau marché pour la confection de cartes de stationnement. Par le biais de cette RFI, nous souhaitons recueillir des avis et des informations de la part d'acteurs compétents dans la conception et la fabrication de solutions technologiques, telle que la Radio Frequency Identification qui permet de contrôler l'usage des cartes de stationnement. Dans cette optique, une concertation a déjà été organisée concernant les possibilités d'échange de données avec la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale. Il a également été décidé de constituer un groupe de résonance pour donner aux différents acteurs impliqués dans la problématique du stationnement, l'occasion de s'exprimer sur les mesures à adopter pour une meilleure utilisation des aires de stationnement et pour lutter contre certaines formes d'abus. Une première concertation avec ce groupe de résonance a déjà eu lieu.

Dans un deuxième temps, un cahier des charges sera rédigé sur base des informations recueillies par le RFI et tenant compte des remarques du groupe de résonance. Ce cahier des charges devra être publié dans le courant du mois de janvier 2017, le but étant d'être prêt pour la conclusion d'un nouveau contrat, début juillet 2017. À partir du 1^{er} septembre 2016, les cartes de stationnement délivrées feront d'ores et déjà l'objet de quelques modifications permettant un contrôle plus efficace. Nous examinerons aussi si, après le mois de juillet 2017, les anciennes cartes en circulation peuvent être remplacées par un nouveau modèle. À cette fin, une initiative a été introduite pour les discussions budgétaires 2017.

Je peux vous confirmer que des concertations se sont tenues avec le cabinet Jambon, en premier lieu, dans le cadre du débat sur les tâches principales de la police. Bien que le contrôle des cartes de stationnement ne soit pas considéré comme telles, certains corps, comme ceux de Courtrai et d'Anvers, y consacrent une attention particulière. Les concertations ont aussi porté sur l'adoption éventuelle de la législation SAC (sanctions administratives communales), de manière à permettre l'imposition de sanctions plus lourdes pour ces infractions. Dans le cadre du groupe de résonance, une représentation des entreprises de stationnement privée a été associée dans le débat de ce type de contraventions.

À l'initiative de mon cabinet, une enquête européenne a été réalisée, envisageant les conditions de l'octroi, la gestion pratique et le contrôle des cartes de stationnement. Une grande diversité a été constatée entre les différents pays-membres pour ce qui concerne les aspects pratiques sur le terrain. Pour ce qui concerne le volet contrôle, plusieurs pays n'incorporent aucune technologie de contrôle. C'est le cas du Luxembourg, de Malte et du Portugal. Dans d'autres pays, on utilise des photographies et des hologrammes.

Dans ce cadre, notre initiative d'incorporer un code en deux dimensions (QR: *quick response*) dans les cartes de stationnement qui seront délivrées à partir de septembre 2016 semble être assez innovante, même en Europe. Je vous remercie pour votre attention.

02.03 Fabienne Winckel (PS): Madame la secrétaire d'État, je vous remercie pour votre réponse. La problématique, c'est le nombre élevé de cartes périmées en circulation (200 000 cartes), avec une fraude latente dans de nombreuses villes, ayant pour conséquence que les personnes qui en auraient vraiment besoin ne trouvent pas de place de parking.

Ce serait bien de pouvoir avancer plus rapidement. Cela fait déjà plus d'un an. Je ne doute pas que vous avez avancé, mais ici, vous annoncez un nouveau dispositif pour dans un an encore, puisque le nouveau dispositif sera mis en pratique à partir de juillet 2017.

La seule chose pour laquelle je plaide, c'est, si possible, de mettre en œuvre le plus rapidement possible ce nouveau système. J'ai bien entendu que les nouvelles cartes seraient délivrées avec des QR codes, etc. Tant mieux, c'est déjà une avancée. Mais pour le système global, je plaide vraiment pour que ce soit mis en place le plus rapidement possible.

De **voorzitter**: Dus vanaf september 2016 staan er QR-codes op de nieuwe kaarten? Dat is ongelooflijk! Ik heb dat nog geen enkele staatssecretaris zien doen. Proficiat, mevrouw de staatssecretaris!

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van mevrouw Karin Jiroflée aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, en Wetenschapsbeleid, belast met Grote Steden, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de kinderbijslag voor kinderen met een handicap" (nr. 11435)

03 Question de Mme Karin Jiroflée à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, et à la Politique scientifique, chargée des Grandes Villes, adjointe au ministre des Finances, sur "les allocations familiales pour les enfants handicapés" (n° 11435)

03.01 Karin Jiroflée (sp.a): Mevrouw de staatssecretaris, voor ouders van kinderen met een handicap is het mogelijk een toeslag te krijgen.

Vóór ik start, zou ik toch even een opmerking willen maken, mijnheer de voorzitter. Ik heb die opmerking trouwens al eerder gemaakt. Deze vraag werd op 9 mei ingediend. Ik vind het...

De **voorzitter**: De staatssecretaris heeft vijf bevoegdheden en moet in vijf verschillende commissies aanwezig zijn. Wij laten de staatssecretaris niet voor een vraag naar deze commissie komen. Wij wachten tot er een aantal vragen zijn. Nu zijn het er volgens mij 12 en dat lijkt mij een voldoende minimum.

03.02 Karin Jiroflée (sp.a): Dat begrijp ik en ik ben het daar ook mee eens. Als men nu echter ziet hoeveel volk er maar aanwezig is, heeft dat misschien te maken met het feit dat sommige vragen gewoon niet meer

actueel zijn. Ik wil dit alleen maar even opmerken.

Ik kom terug op mijn vraag. Voor ouders van kinderen met een handicap, mevrouw de staatssecretaris, is het mogelijk een toeslag te krijgen op de kinderbijslag. Daartoe is een onderzoek nodig van een controlearts van de FOD Sociale Zekerheid, die de zwaarte van de handicap bepaalt.

Blijkbaar lopen de wachttijden voor die onderzoeken enorm op. Er gaan soms maanden over, laat ik mij vertellen, vooraleer een dergelijk onderzoek kan plaatsvinden. Bovendien heeft het kind al soortgelijke onderzoeken ondergaan, waardoor men zich kan afvragen of zo'n bijkomend onderzoek überhaupt wel nodig is.

Bent u zich bewust van dit probleem? Over hoeveel achterstand gaat het eigenlijk? Hoe lang bedragen de wachttijden? Bent u van plan maatregelen te nemen om die achterstand weg te werken?

Bent van mening dat een dergelijk onderzoek nuttig is, terwijl de handicap van het kind eigenlijk al eerder werd bepaald? Kan men de resultaten van vroegere onderzoeken dan niet aanwenden om die extra toeslag te berekenen?

Op welke manier zal deze problematiek worden meegenomen als Vlaanderen de kinderbijslag hervormt? Toen mijn collega op 26 april laatstleden deze vraag aan minister Vandeuren stelde, was het antwoord vrij vaag. Maar u weet misschien al iets meer, mevrouw de staatssecretaris?

03.03 Staatssecretaris **Elke Sleurs**: Mijn administratie en ikzelf zijn ons er van bewust dat een te lange behandelingsduur de medische erkenning inzake bijkomende kinderbijslag problemen in de uitbetaling van de kinderbijslag kan veroorzaken. De afhandeltermijnen worden daarom permanent gemonitord. Dat gebeurt in samenspraak met Famifed en de Directie-generaal Personen met een handicap. Ambtshalve herzieningen worden al zes maanden voor het verstrijken van de erkenningdatum opgestart om te vermijden dat er onderbreking in de uitbetaling zou optreden.

In 2016 bedraagt de gemiddelde behandelingstermijn van een aanvraag om bijkomende kinderbijslag 3,4 maanden. In 2015 bedroeg dat gemiddelde nog 3,62 maanden. Het aantal behandelde dossiers bijkomende kinderbijslag bedroeg eind april 2016 per saldo 7 157 dossiers, eind 2015 was dat nog 7 907 dossiers. Dat openstaande saldo mag natuurlijk niet als een achterstand geïnterpreteerd worden, maar geeft alleen een aanduiding van de werklast.

De dossiers inzake bijkomende kinderbijslag moeten voldoende gestaafd worden met medische verslagen, vooral omdat bij een eerste aanvraag niet alleen de huidige toestand wordt geëvalueerd, maar ook de vijf voorafgaande jaren zoals bepaald wordt in artikel 120 van de Coördinatiewet van 19 december 1939. Die evaluatie kan alleen plaatsvinden als er ook gedetailleerde medische verslagen in het dossier aanwezig zijn. Het opvragen en verzamelen van die verslagen zorgt vaak voor een langere behandeltermijn. Een evaluatie van de beperking van een volwassene neemt doorgaans minder tijd in beslag omdat alleen de huidige toestand wordt geëvalueerd.

Er bestaat wel een spoedprocedure die toelaat om bepaalde dossiers heel snel te behandelen. De behandelende arts of de ouders kunnen op het aanvraagformulier aangeven dat ze vanwege een bijzonder ernstige pathologie een spoedprocedure wensen. De wetgeving voorziet in die mogelijkheid door het KB van 28 maart 2003.

Er zijn ook goede afspraken met de sociale diensten van diverse universitaire ziekenhuizen zodat mijn administratie snel over de nodige medische verslagen kan beschikken. Vooral in het geval van kinderen met leukemie kunnen sommige dossiers binnen de 24 uur worden beslist.

De medische evaluaties die worden uitgevoerd met het oog op het bekomen van bijkomende kinderbijslag, worden door de administratie uitgevoerd op vraag van Famifed volgens criteria die door deze instantie werden vastgelegd.

Er is regelmatig overleg tussen de administratie, Famifed en de diverse regio's. Als de regionale overheden het nuttig achten, kunnen ze altijd een aanpassing van het aanvraagproces overwegen.

Ik heb verder geen bijkomende informatie over de inschalingsystemen binnen de Vlaamse sociale

bescherming waarnaar in de parlementaire vraag 1852 wordt verwezen.

Wel wordt al veel meer op stuk dan op personen gewerkt. Wij bedoelen dat al veel meer op documenten en niet altijd op persoonlijke dossiers wordt gewerkt.

Het voorbije jaar hebben wij geprobeerd te evolueren naar het veel meer op stuk werken dan op persoonlijke afspraken, omdat zulks voor een heel grote vertraging zorgt.

03.04 Karin Jiroflée (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de staatssecretaris, uw uitleg overtuigt er mij nog meer van dat de problematiek naar mijn aanvoelen bijzonder ingewikkeld en bijzonder complex is. Willen wij proberen die administratie vlotter te laten verlopen, dan moet ook hier eens worden bekeken op welke manier een en ander op een vlottere manier kan plaatsvinden.

Dat er nog geen weet is van de manier waarop de kwestie in de hervorming van de kinderbijslag wordt meegenomen, komt mij raar voor. Wij zullen dus nog een paar keer pingpong moeten spelen tussen de Vlaamse en de federale overheid.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Vraag van mevrouw Evita Willaert aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, en Wetenschapsbeleid, belast met Grote Steden, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de inkomensvervangende tegemoetkoming voor personen met een handicap" (nr. 11601)

04 Question de Mme Evita Willaert à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, et à la Politique scientifique, chargée des Grandes Villes, adjointe au ministre des Finances, sur "l'allocation de remplacement de revenus pour les personnes handicapées" (n° 11601)

04.01 Evita Willaert (Ecolo-Groen): Mevrouw de staatssecretaris, ik had de vraag al een tijdje geleden ingediend en had verwacht dat ze zou worden samengevoegd met de vraag van mevrouw Jiroflée, die de vraag al heeft gesteld. Blijkbaar is er iets misgegaan. Of misschien is het te wijten aan het feit dat u in vijf commissies komt. Ik heb het antwoord dat u aan mevrouw Jiroflée hebt gegeven, al kunnen lezen.

Door de verhoging van het leefloon, is de inkomensvervangende tegemoetkoming voor meer dan 100 000 personen met een handicap lager dan het leefloon. U hebt destijds aan mevrouw Jiroflée geantwoord dat uw administratie werkt aan de nodige begrotingsdocumenten om alsnog een verhoging in de begroting voor 2017 in te schrijven. Mij rest dus enkel naar een stand van zaken te vragen op dat vlak.

04.02 Staatssecretaris Elke Sleurs: Mevrouw Willaert, in het kader van de hervorming voor de taxshift werd een systeem uitgewerkt waarbij de inkomsten uit arbeid minder zwaar worden belast. Evenwel werd ook rekening gehouden met het feit dat sommige personen geen inkomsten uit arbeid ontvangen en er dus nood is aan een sociale correctie.

Concreet werd dan ook tijdens de Ministerraad van 28 augustus 2015 in de begrotingsnotificatie opgenomen dat er in een enveloppe zou worden voorzien van 50 miljoen euro voor de sociale correctie van de btw-hervormingen. Men zou later beslissen over de financieringsmodaliteiten van die envelop.

De Ministerraad van 11 oktober 2015 heeft vervolgens beslist om de sociale correctie van de taxshift toe te passen op het leefloon, de inkomensgarantie of IGO en de laagste pensioenen. Er diende een voorstel uitgewerkt te worden om de envelop te verdelen over deze drie categorieën. Dat resulteerde dus effectief in een verhoging van het leefloon met 2 % met ingang van 1 april 2016, terwijl de inkomensvervangende tegemoetkomingen niet verhoogd konden worden, aangezien die niet beoogd werden door de notificatie van 11 oktober 2015. Bovendien waren er in de begrotingsopmaak 2016 geen bijkomende budgettaire middelen beschikbaar om vooralsnog in de verhoging van de inkomensvervangende tegemoetkoming te voorzien.

Dat is het verleden, maar in dit kader werd inmiddels door mijn beleidscel en mijzelf gewerkt aan de opmaak van de benodigde documenten om in een verhoging van de inkomensvervangende tegemoetkoming met 2 % te voorzien in de lopende begrotingsbesprekingen. Er kan dus duidelijk gesteld worden dat mijn

beleidsceel en ikzelf het nodige ondernemen om een verhoging van de IVT te initiëren in de regering, zodat door een verhoging van de IVT er opnieuw overeenstemming is met de bedragen van het leefloon. De fiche is binnen voor de begrotingsopmaak 2017 en zal nog voor het reces in de regering worden besproken.

04.03 Evita Willaert (Ecolo-Groen): Mevrouw de staatssecretaris, ik hoop dan ook dat de voltallige Ministerraad u daarin zal volgen en de verhoging toestaan. Nu bestaat er een grote discrepantie. Het risico en ook het logisch gevolg is dat alle betrokkenen eigenlijk recht hebben op een toeslag van het OCMW, als zij onder het leefloonbarema zitten. Voor de lokale overheid betekent dat echter extra lasten.

In het kader van de automatische rechtentoekenning hopen we natuurlijk dat de betrokkenen hun weg vinden naar het OCMW, maar anderzijds is het bijna cynisch om te zeggen dat dat niet de bedoeling kan zijn. De onrechtvaardigheid dat de minima niet helemaal overeenkomen, moet rechtgezet worden. Ik hoop dan ook dat dat effectief snel gebeurt. Het is jammer dat het dit jaar nog niet kon.

04.04 Staatssecretaris **Elke Sleurs**: Wij zijn stevig aan het pleiten voor de rechtzetting van die inderdaad jammerlijke situatie. Wij hopen inderdaad dat het in orde komt. Ik kan slechts zeggen dat het een minder goede ervaring was van de vorige besprekingen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Leen Dierick** aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het sociaal tarief voor elektriciteit en/of aardgas" (nr. 11887)
- mevrouw **Karin Jiroflée** aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, en Wetenschapsbeleid, belast met Grote Steden, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "het sociaal tarief voor energie" (nr. 12245)
- mevrouw **Sybille de Coster-Bauchau** aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, en Wetenschapsbeleid, belast met Grote Steden, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de wachttermijnen voor de toepassing van het sociaal tarief voor gas en elektriciteit op personen met een handicap" (nr. 12564)

05 **Questions jointes de**

- Mme **Leen Dierick** à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le tarif social pour l'électricité et/ou le gaz naturel" (n° 11887)
- Mme **Karin Jiroflée** à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, et à la Politique scientifique, chargée des Grandes Villes, adjointe au ministre des Finances, sur "le tarif social pour l'énergie" (n° 12245)
- Mme **Sybille de Coster-Bauchau** à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, et à la Politique scientifique, chargée des Grandes Villes, adjointe au ministre des Finances, sur "les délais d'application du tarif social en gaz et électricité pour les personnes handicapées" (n° 12564)

De **voorzitter**: Mevrouw Jiroflée, uw twee collega's hebben zich nog niet getoond. U kunt echter in alle rust beginnen. Wij zullen zien of zij nog aankomen.

05.01 Karin Jiroflée (sp.a): Mijnheer de voorzitter, bent u zeker? Dan is het goed voor mij.

Mevrouw de staatssecretaris, wij hebben op woensdag 8 juni 2016 in deze commissie voor de Sociale Zaken de ombudsman op bezoek gehad. Mevrouw De Bruecker en de heer Herman brachten verslag uit over de problematiek van het laattijdig ingaan van het sociaal tarief voor energie bij personen met een handicap.

Reeds in 2012 heeft de federale ombudsman de Algemene Directie Energie van de FOD Economie aanbevolen om ervoor te zorgen dat iedere eindafnemer die tot een rechtgevende categorie behoort, het sociaal tarief ontvangt vanaf de ingangsdatum van de beslissing, op basis waarvan de eindafnemer een residentieel beschermde klant wordt, en dus niet slechts vanaf de eerste dag van het trimester van de datum van de beslissing.

Dat blijft echter een probleem. Het ging om een verslag van 2015, dat al van 2012 dateert. Het blijft echter

een probleem. In 2015 zijn opnieuw acht gevallen tot bij de ombudsman geraakt. Wij gaan ervan uit dat zij slechts het topje van de ijsberg vormen. Het gaat in werkelijkheid dus om nog veel meer gevallen. In een aantal gevallen gaat het ook om het niet honoreren van het retroactief sociaal tarief, wat nochtans wettelijk zou moeten.

Er is een simulatie gemaakt met betrekking tot een normaal gezin met een normaal verbruik en de goedkoopste leverancier. Het gaat in dat geval al om een verlies van 270 euro per jaar. Uiteraard stijgt dat bedrag bij leveranciers met een gemiddelde prijs. Voor kwetsbare personen met heel lage inkomens gaat dat dus over een behoorlijke hap uit hun budget. De ombudsman stelt dat er wettelijk geen enkel beletsel is, maar dat het puur om administratieve kafka gaat. Dat heeft hij letterlijk gesteld.

Dat zijn overigens ook de vragen die het meest frustratie bij mij oproepen, wanneer wij weten dat het eigenlijk allemaal in orde is en dat wij er hier ter plaatse niks meer aan kunnen doen.

Mevrouw de staatssecretaris, mijn vraag is niettemin of u het dossier zult aanpakken. Wat zult u doen?

05.02 Staatssecretaris **Elke Sleurs**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Jiroflée, in antwoord op uw vragen kan ik mededelen dat zowel ikzelf als de FOD Sociale Zekerheid ons volledig aansluiten bij de wens dat het sociaal tarief voor gas en elektriciteit retroactief wordt toegekend vanaf de ingangsdatum van het recht op een tegemoetkoming als persoon met een beperking.

De verantwoordelijkheid voor het bepalen van de toegangsregels voor het sociaal tarief en het opvolgen van de evaluatie ligt echter bij mijn collega bevoegd voor Economie en zijn administratie.

Mijn administratie deelt echter nu reeds bij elke elektronische gegevensuitwisseling de ingangsdatum van het recht mee aan de Kruispuntbank Sociale Zekerheid. De FOD Economie beschikt daartoe altijd over alle nodige gegevens, om dat sociaal tarief retroactief te kunnen toepassen.

Tegemoetkomen aan de aanbeveling van de federale ombudsman zou een wijziging vergen aan het koninklijk besluit van 29 maart 2012 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van de kosten van de toepassing van de sociale tarieven door de elektriciteitsbedrijven en de aardgasondernemingen, en de regels voor de tenlasteneming ervan. De modellen van die attesten zijn als bijlage bij het koninklijk besluit gevoegd.

Het is niet wenselijk systematisch voor elk dossier waarover beslist wordt een papieren attest af te leveren. Naast niet onbelangrijke kosten brengt het afleveren van papieren attesten een bijkomende administratieve inspanning teweeg voor de persoon met een handicap, wat bij elektronische gegevensuitwisseling volledig vermeden wordt.

Ik verwijs in dit verband naar de only-oncewetgeving van de dienst Administratieve Vereenvoudiging. Ik heb mijn collega Marghem van de federale overheid vorig jaar reeds aangeschreven om dit only-onceprincipe toe te passen voor onze sociale tarieven voor energie.

Wat de automatische toekenning van sociale rechten betreft, werd op mijn beleidscel informaticatechnisch overleg gevoerd met de Kruispuntbank voor de Sociale Zekerheid (KSZ.) Verschillende keren werd in de loop van de voorbije maanden door de KSZ gewerkt aan de zogenaamde bufferdatabank.

Dit is een databank die op regelmatige basis gevoed wordt met selectieve gegevens die afkomstig zijn uit authentieke bronnen die gecombineerd worden met gegevens uit het Rijksregister. Eén van deze bronnen is de DG Personen met een handicap van de FOD Sociale Zekerheid.

Met de nodige machtiging van de bevoegde Privacycommissie zou het voor de gas- en elektriciteitsmaatschappijen de komende maanden mogelijk moeten zijn deze databank te consulteren zodat zij kunnen verifiëren of de klant wel of niet recht heeft op een sociaal tarief.

05.03 **Karin Jiroflée** (sp.a): Mevrouw de staatssecretaris, ik begrijp dat eraan gewerkt wordt. Dat is al een geruststelling.

U zegt: op voorwaarde dat de Privacycommissie hiermee akkoord gaat. Ik ga ervan uit dat hierover al contacten zijn gelegd? Dan ga ik er ook vanuit dat dit in 2016 in orde komt en dat wij dit in 2017 niet meer in

het verslag van de ombudsman zullen lezen. Wij zullen dat op dat moment bekijken.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 Vraag van mevrouw Evita Willaert aan de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, en Wetenschapsbeleid, belast met Grote Steden, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de automatische toekenning van sociale rechten aan personen met een beperking" (nr. 12060)

06 Question de Mme Evita Willaert à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, et à la Politique scientifique, chargée des Grandes Villes, adjointe au ministre des Finances, sur "l'attribution automatique des droits sociaux aux personnes handicapées" (n° 12060)

06.01 **Evita Willaert** (Ecolo-Groen): Mevrouw de staatssecretaris, op 28 april 2015 stelden de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, het Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting en de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid tijdens een conferentie enkele praktijkvoorbeelden voor van elektronische gegevensuitwisseling die de automatische toekenning van sociale maatregelen aan personen met een beperking mogelijk moeten maken. Een aantal maatregelen wordt al automatisch toegekend, maar op de conferentie van vorig jaar engageerde u zich ertoe om de automatisering op korte termijn fors uit te breiden.

Ik geef een aantal voorbeelden. De automatische belastingkorting voor bepaalde categorieën personen zou al in 2015 moeten zijn gebeurd. Er was een pilootproject met de stad Antwerpen om automatisch de belastingkorting in de bedrijfsvoorheffing te verrekenen voor de werknemers die een persoon met een beperking in hun gezin hebben. Ook voor mensen met een beperking die geen eigenaar of mede-eigenaar van een woning zijn, zouden de Gewesten automatisch het recht op vermindering van de onroerende voorheffing kunnen toepassen. Gemeenten en provincies die een vrijstelling of korting van de gemeente- of provinciebelasting of een premie geven aan personen met een beperking, zouden op termijn die maatregelen automatisch kunnen toepassen. Dat moet mogelijk zijn vanaf het najaar 2016.

Het gaat ook over automatisch recht hebben op het sociaal telefoon- en internettarief. De afschaffing van het papieren attest voor de regeling van het sociaal gas- en elektriciteitstarief moet nog worden verbeterd.

Kunt u mij een overzicht geven van wat er in het afgelopen jaar al is gerealiseerd en waar er nog stappen kunnen worden gezet?

In hoeverre kan de automatisering van rechten voor personen met een beperking de weg openen naar een meer algemene automatisering van sociale rechten voor iedereen? Aangezien u ook staatssecretaris voor Armoedebestrijding bent, denk ik hierbij bijvoorbeeld aan de vrijstelling of korting van de gemeente- of provinciebelasting voor personen met een leefloon.

06.02 Staatssecretaris **Elke Sleurs**: Mevrouw Willaert, het doorgeven van geautomatiseerde gegevens over personen met een handicap binnen het netwerk van de sociale zekerheid is al jaren een feit, maar er moet worden vastgesteld dat de geautomatiseerde gegevensuitwisseling nog flink is toegenomen nadat de FOD Sociale Zekerheid en de KSZ in 2014 de raadplegingen van de databank met de beslissingen inzake handicaps ter beschikking stelden.

Het toenemend gebruik van de beschikbare webtoepassingen en de dynamiek die door de verdere modernisering van de afgeleide rechten op gang kwam, hebben voor de volgende automatiseringen gezorgd. Ten eerste, een modernisering van de rechten voor het sociaal telefoon- en internettarief. Ten tweede, een modernisering van de vrijstelling op de bijdrage voor zuivering en het statuut van beschermde klant in Vlaanderen. Ten derde, de huisvestingmaatschappijen van de drie Gewesten raadplegen de FOD Sociale Zekerheid om bepaalde aspecten van hun opdrachten te verzekeren, bijvoorbeeld het verstrekken van sociale leningen, het verhuren van sociale huurwoningen, het verkopen van sociale koop- en huurwoningen en sociale kavels en de toekenning van premies. Ten vierde, de automatische berekening van de roerende voorheffing door de Federale Pensioendienst. Ten vijfde, de modernisering van de toekenning van studietoelagen in Vlaanderen. Ten slotte, de mededeling van gegevens tussen de FOD Sociale Zekerheid en de Gewestelijke instellingen die voor gehandicapten

bevoegd zijn, bijvoorbeeld het VAPH, AViQ en PHARE.

De gemeenten en provincies kunnen reeds informatie ontvangen over hun inwoners die genieten van de verhoogde tegemoetkoming van de ziekte- en invaliditeitsverzekering. Een groot deel van de personen met een handicap geniet daar trouwens van. Het is de bedoeling om hen ook in 2017 de mogelijkheid te bieden om andere sociale statuten met het recht op verhoogde verzekeringstegemoetkoming te kunnen raadplegen.

De stad Antwerpen moet nog haar behoeften bepalen in verband met het pilootproject om de automatische belastingskorting in de bedrijfsvoorheffing te verrekenen voor de werknemers die een persoon met een beperking in hun gezin hebben.

De Kruispuntbank Sociale Zekerheid coördineert sedert 2015 het project 'Geharmoniseerde sociale statuten en bijkomende rechten.' Het is de bedoeling om informatie over bepaalde statuten, met gecontroleerde gegevens, afkomstig van de authentieke bron en goed bijgewerkt, vlotter ter beschikking te stellen aan instanties die daartoe door een sectoraal comité gemachtigd zijn. De toekennende instantie zal daardoor vlotter kunnen beschikken over de nodige en meest recente informatie, zodat die vlot een beslissing kan nemen over de toekenning van een bijkomend afgeleid recht.

De performantie en de informatie die de zogenaamde bufferdatabank, waarover ik het daarjuist ook had, binnen de Kruispuntbank Sociale Zekerheid kan leveren, zal ook bepaalde toekennende instanties in staat stellen om bepaalde afgeleide rechten automatisch toe te kennen.

U bent er natuurlijk van op de hoogte dat er momenteel ook volop hoorzittingen worden gehouden, waarmee rekening zal worden gehouden in het kader van uw resolutie.

06.03 Evita Willaert (Ecolo-Groen): Mevrouw de staatssecretaris, het is inderdaad fijn dat u onze resolutie nog eens aanhaalt, waarmee wij inderdaad hopen om nog een aantal zaken op een rij te kunnen zetten en aan de regering te vragen om daarin nog verder stappen vooruit te zetten. Wat er de voorbije jaren gebeurd is omtrent personen met een handicap, toont dat het kan en dat kan een voorbeeld zijn voor anderen. Ik hoor bijvoorbeeld graag dat u aankondigt dat de raadpleging voor gemeenten en provincies ook voor andere statuten vanaf 2017 opengebroken moet worden.

Ik meen dat dit de goede richting uitgaat. Ik hoop dat het iets is waarin we verder, over de grens tussen oppositie en meerderheid heen en over de grenzen van het politieke spel heen, stappen kunnen zetten voor deze mensen. Dit is zeer belangrijk en kan echt het verschil maken voor de mensen waar het over gaat.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*La réunion publique de commission est levée à 15.12 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.12 uur.*